

Faire barrage à la « Davocratie », voter Marine Le Pen



Le premier tour de l'élection présidentielle a rendu un verdict inquiétant mais cependant conforme à la situation de délitement de notre pays et de la perte de cohésion de la société qui conduit à une radicalisation des rapports sociaux et politiques et, il faut le craindre, à la violence. Il a le mérite – c'est un signal d'alarme – d'éclairer le citoyen et de l'interpeller sur le devenir du peuple français plongé dans la souffrance par nos dirigeants politiques et menacé dans son existence par une immigration incompatible et hostile. Il est donc de son devoir de réfléchir aux conséquences de son choix pour le second tour.

Le premier constat que ce premier tour établit est, en fait, la confirmation du naufrage et de la mort annoncée des partis politiques de droite et de gauche communément appelés partis de gouvernement par les médias, partis qui depuis plus de

quarante ans ont dirigé le pays et conduit la France dans l'impasse dans laquelle le peuple français se trouve piégé aujourd'hui. Ces partis dits de gouvernement, par leur laxisme, leur manque de clairvoyance, leur déni de réalité, leur lâcheté et leur renoncement ont fini par mettre en péril plus de quinze siècles de notre histoire et bien plus puisque c'est l'âme même de la France qui procède de la culture gréco-latine et de la religion chrétienne qui est ébranlée et fragilisée. Avoir permis au cours de cette quarantaine d'années l'installation en masse sur notre sol de populations de culture islamique, incompatible avec nos valeurs, et continuer à accompagner ce processus d'invasion pour certains, de submersion pour d'autres, malgré l'évidence des drames qu'il prépare, relève non seulement de la folie, mais de la trahison à l'égard de la nation. La France se retrouve ainsi fracturée, défigurée et martyrisée à l'image de Notre-Dame de Paris outragée en pleine semaine sainte il y a tout juste trois ans. La décomposition de ces partis politiques avait commencé avec l'élection présidentielle de 2017. Elle est confirmée à l'issue de ce premier tour, ces partis de gouvernement n'atteignant même pas les 5 % !

Le second constat découle du premier, l'échec et la trahison des partis de gouvernement ayant conduit progressivement à une fracture de la société (« Comment éviter la partition ? Car c'est quand même cela qui est en train de se produire : la partition » François Hollande). Cette fracture a entraîné une radicalisation des esprits aggravée au cours de l'actuel quinquennat par des décisions ou des déclarations du président sortant qui n'a cessé de diviser et de monter les Français les uns contre les autres. Les résultats du premier tour confirment l'avènement d'une ère politique nouvelle qui sera mouvementée avec trois pôles « extrêmes » appelés dorénavant à occuper l'espace politique.

L'« extrême-gauche », pôle islamo-gauchiste, immigrationniste, révolutionnaire. Bien qu'arrivé troisième du premier tour, le

score atteint de 21,95 % constitue un succès et devrait interpeller les Français et les alarmer car il confirme l'état d'avancement du grand remplacement que certains nient et qui menace la nation. En effet, 70 % des musulmans inscrits sur les listes électorales ont voté pour ce parti qui constitue un tremplin pour leur accès au pouvoir lorsqu'ils seront suffisamment nombreux et forts grâce aux naturalisations de papiers accordées en masse chaque année. Ils constituent d'ores et déjà un électorat, qui compte tenu de sa démographie, ne peut que croître. « Avec vos lois démocratiques nous vous coloniserons. Avec nos lois coraniques, nous vous dominerons » (Youssef al Qaradawi). Et ceux qui les encensent aujourd'hui seront balayés sans états d'âme par leurs petits protégés. Ils ne savent pas qu'ils signent ainsi leur propre suicide.

L' « extrême-centre », pôle libéral, libertaire, mondialiste et progressiste. Arrivé au pouvoir en 2017 dans les conditions que l'on sait (« Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'histoire, d'une effraction » Emmanuel Macron) et ayant obtenu 27,84 %, il est le représentant de la Davocratie, de cette oligarchie financière qui veut l'instauration d'un ordre mondial nouveau visant la disparition des frontières et la destruction des nations pour créer l'homme nouveau, interchangeable, remplaçable, sans lien historique ou social, simple consommateur qui doit être privé de toute liberté de penser et de s'exprimer. La crise du Covid 19 a révélé la conception que ce pôle « extrême-centre » se fait du pouvoir, prêt à tout en utilisant la peur et des mesures liberticides pour soumettre le peuple.

L'« extrême-droite », pôle patriotique, souverainiste et national. Arrivé deuxième avec 23,15 %, ce pôle rassemble les Français attachés à leur identité, à leur histoire, à leur culture, à leurs traditions – tout ce qui fait en fin de compte un peuple avec une cohérence interne – et opposés au multiculturalisme qui conduit au communautarisme, au

séparatisme et à son remplacement à long terme, ce qui est totalement contraire au bien commun et à l'intérêt de la nation. Ce pôle qui rassemble en réalité des citoyens enracinés de tous bords, et pas seulement de droite, a pris conscience du danger que représente cette immigration de peuplement extra-européenne de culture islamique, incompatible avec notre civilisation et nos valeurs, qui utilise notre démocratie comme une arme au service de la conquête. La campagne du premier tour a montré l'essor pris par ce pôle appelé à se développer et à affirmer dorénavant plus durement ses convictions dans un combat identitaire, souverainiste, culturel et social car il considère que la survie de la nation est aujourd'hui en jeu. Il exige d'ailleurs que le peuple, ignoré et méprisé jusqu'ici, soit consulté pour arrêter ce processus d'immigration mortifère.

Dans ce contexte, l'enjeu du second tour de l'élection présidentielle du 24 avril est donc de mettre en lumière la vérité sur le bilan désastreux du président-candidat qui a exercé le pouvoir contrairement à son adversaire. Sur le plan économique, la dette publique abyssale aggravée par sa politique du quoi qu'il en coûte avoisine les 3000 Mds €, les déficits publics excèdent largement la croissance de l'économie, le déficit de la balance commerciale approche les 100 Mds € et le chômage reste supérieur à celui de la plupart de nos partenaires européens. La crise sanitaire a révélé l'état déplorable de nos hôpitaux et la dépendance de notre pays de l'étranger en raison de la désindustrialisation croissante et de la dégradation en matière de recherche et développement (R&D). Sur le plan de la sécurité, la délinquance est en hausse inquiétante dans de nombreux domaines. L'école, de son côté, vit un véritable naufrage, les classements PISA en témoignent. Sur le plan de la cohésion sociale et nationale, le constat et les perspectives sont sans appel car elle est torpillée par une immigration massive et incontrôlée qui détruit progressivement la cohérence interne de la société française et pèse très lourdement sur les

finances. Le délitement inévitable de notre pays était d'ailleurs dénoncé dans la tribune dite des généraux d'avril 2021 à laquelle le président de la République n'a pas daigné répondre. Sur le plan international, la France a subi en peu de temps des affronts, voire des humiliations (Mali, Australie, Russie). Ce lourd bilan a fortement contribué au déclassement de la France en perdition. A ce bilan désastreux il faut ajouter deux scandales majeurs avec d'une part, l'affaire McKinsey avec ce qu'elle véhicule en termes de gabegie financière, de conflits d'intérêts, de trahison des intérêts fondamentaux de la nation et d'autre part, l'affaire de la déclaration de patrimoine du président-candidat dont la crédibilité et l'honnêteté semblent être mise en sérieux doute.

Après avoir instrumentalisé le conflit entre la Russie et l'Ukraine pour rester à l'écart de la campagne électorale afin d'éviter précisément d'avoir à répondre sur son bilan, le président-candidat a décidé de s'y engager entre les deux tours pour dénigrer son adversaire qu'il qualifie d'extrême-droite et dont il évite de citer le nom par pur mépris. Il est, de surcroît, prêt à tout à présent puisqu'il serait prêt à revoir l'âge de départ à la retraite, prêt à adopter la proportionnelle intégrale, prêt à réintégrer les soignants exclus (pourquoi ne le fait-il pas tout de suite ?), prêt à critiquer son adversaire sur la crise sanitaire oubliant que sa gestion calamiteuse est à l'origine de milliers de morts (interdiction faite aux médecins de soigner, injection du Rivotril dans les EHPADs). Ces déclarations incohérentes et contradictoires montrent son état de fièvre et les doutes qui l'assaillent. Cerise sur le gâteau dans le contexte présent, les propos échangés avec une jeune femme voilée prétendument féministe confirment son refus de combattre l'islamisme. En effet, ce voile, par essence, ne peut pas être féministe ; il est l'étendard de l'islam conquérant. Mais le président-candidat n'est-il pas prêt à tout pour récupérer un maximum de voix du pôle islamo-gauchiste, immigrationniste et

révolutionnaire nécessaires à sa réélection ?

Alors, les Français doivent être conscients de l'importance et des conséquences de leur choix le 24 avril. Prolonger ce quinquennat qui a plongé le peuple dans la souffrance, sa souveraineté lui ayant été confisquée pour détruire impitoyablement l'âme de la France serait catastrophique. La France n'y survivrait pas. La priorité aujourd'hui doit s'inscrire sur le long terme car elle touche à l'identité du peuple français et donc à la survie de la nation menacée de génocide par substitution.

Pour ma part, appartenant à la mouvance patriotique, j'appelle les Français à affirmer leur attachement à la nation et à son héritage historique, spirituel et culturel qu'il faut défendre résolument et à voter pour Marine Le Pen, candidate du camp patriote pour faire barrage au délitement de la France et au refus des élites de consulter le peuple sur des sujets qui conditionnent son avenir.

Général (2s) **Antoine MARTINEZ**

ex-candidat à l'élection présidentielle

président des Volontaires Pour la France